ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-1272

présenté par

Mme Sas, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Le *d* de l'article 787 B du code général des impôts est complété par les mots : « et s'engage à maintenir les emplois des salariés présents dans la société à la date de transmission pendant une durée minimale de deux ans ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli introduit une nouvelle condition pour bénéficier de l'exonération Dutreil : le maintien des salariés en poste pendant une durée minimale de deux ans.

Pour rappel, le dispositif Dutreil permet de bénéficier d'une exonération de 75 % des droits de donation ou de succession lors de la transmission à titre gratuit des actions d'une société exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole, à condition donc qu'un pacte Dutreil ait été préalablement mis en place avant la succession ou la donation.

Plus précisément, ce pacte consiste en engagement collectif de conservation des titres, pris en amont de la transmission et d'une durée minimale de deux ans, signé par au moins deux associés et portant sur au moins 34 % des droits de vote d'une société non cotée en Bourse. Parallèlement, chaque héritier, donataire ou légataire, doit s'engager individuellement à conserver les titres reçus pendant une période fixée à quatre ans.

De plus, l'un des associés ou des héritiers doit poursuivre l'exploitation de l'entreprise pendant trois ans à compter de la transmission. Cette obligation est désormais complétée par une nouvelle exigence : s'engager à maintenir les emplois des salariés présents dans la société à la date de la transmission pendant une durée minimale de deux ans. Cette mesure s'inspire des pratiques déjà en vigueur en Allemagne et en Wallonie, où des conditions de maintien de la masse salariale sont également requises pour bénéficier de dispositifs d'exonération similaires.